

Parc naturel régional

de Camargue

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché 2020-09-01

MISSION D'ASSISTANCE EXTERIEURE SUR L'ETUDE DE STRUCTURATION D'UNE FILIERE DE PESCATOURLSME



Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

L'objet de la présente prestation consiste à évaluer la pertinence et les enjeux relatifs à la création d'une filière de pécaturisme sur le territoire du Parc naturel régional de Camargue.

1.2 – Procédure de consultation :

Le marché est un marché à procédure adaptée, passé selon les dispositions de l'article R2122-8 du code de la commande publique.

1.3. Lieu d'exécution

Le marché est réalisé sur le territoire du Parc naturel régional de Camargue.

1.4 Décomposition en lot ou en tranche :

La prestation fait l'objet d'un lot unique, car le découpage de la prestation en lots séparés entraînerait des difficultés techniques et un surcoût. Aucune décomposition en tranche n'est prévue.

1.5 Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'opération s'élève à 45 000 € TTC maximum.

1.6 Calendrier prévisionnel : Le marché s'exécutera à compter de sa notification, laquelle vaut ordre de service. Le délai d'exécution contractuel est de 7 mois à compter de la notification. La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue pour le mois de janvier 2021. La durée administrative du marché est de 12 mois.

1.7 Démarrage du marché

le démarrage des prestations prend effet à compter de la notification du marché.

1.8 Utilisation des résultats

L'option du CCAG PI relative à l'utilisation des résultats par le titulaire et le Parc naturel régional de Camargue est l'option B, énoncée à l'article B.25 de l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Option B. — Cession des droits d'exploitation sur les résultats : le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le devis du candidat récapitulant les éléments suivants :
 - phase par phase les étapes de la mission,
 - le nombre de jours consacrés à chaque phase,
 - le prix unitaire par jour en fonction des intervenants,
 - le prix total par phase,
 - le prix total de la prestation.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- le mémoire technique du prestataire explicitant clairement comment le prestataire répond à chacune des attentes énoncées dans le cahier des charges, et comprenant notamment la méthodologie proposée pour les phases 1 et 2.
- Les moyens humains mis à disposition : description de l'équipe affectée au projet, en précisant le nom des intervenants, leur curriculum vitae détaillé et le nombre de jours envisagé pour chacun.
- Le calendrier global d'intervention
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ;

Article 3 : Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 €TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies dans le code de la commande publique.

Article 4 : Prix du marché

4.1 Prix

Les prix sont fermes et définitifs. Le montant du marché est fixé par la décomposition du prix global et forfaitaire. Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés en TTC et en HT. Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations (déplacements, frais de personnel, fournitures...) et toutes les charges fiscales ou autres frappant la prestation.

4.2 rendus intermédiaires

Des rendus intermédiaires seront à fournir après chaque grande phase, afin que le PNRC puisse suivre le bon avancement de la mission.

Tous les documents doivent être remis au PNRC en version papier et/ou numérique, conformément au tableau ci-dessous.

Phase 1	Pièce	format papier	format numérique
Etat des lieux, diagnostic et identification des potentialités, étude de viabilité	Rapport intermédiaire		Word modifiable PDF
Phase 2	Pièce		
Définition d'itinéraires tests et préconisations pour le développement du pécaturisme, pland'action, fiches action, fiches méthodologiques	Rapport final phases 1 et 2 Descriptif illustré et cartographie des itinéraires	Rapport et annexes (2 ex)	Word modifiable PDF

Ces deux rendus donneront lieu à l'organisation par la personne publique de réunions avec les partenaires identifiés dans le cadre du projet. Le prix proposé par le prestataire intègre donc sa présence aux réunions, frais de déplacement et d'hébergement compris

4.3 règlements des acomptes et des avances

La notification du marché ouvre droit au versement d'une avance de 10% du montant du marché, dans les conditions prévues par l'article R2191-4 du code de la commande publique et par l'acte d'engagement.

Les prestations donnent lieu à des règlements d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

- un second règlement à l'issue de la première phase, après validation par le Parc des livrables correspondants (voir article 4.2), représentant 30% du coût total du marché)
- le paiement du solde en fin de mission.

4.4 - Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions précisées à l'article 11.4 de l'Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le type de prestation facturée (1^{ère} ou seconde phase) ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le montant total des prestations exécutées hors taxes et TTC ;
- la date de facturation ;

Pour les entreprises soumises à l'obligation de dématérialisation des factures, la transmission des factures se fera par le biais de la plateforme chorus pro.

Article 5 : pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 22. 4. Du CCAG prestation intellectuelle.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble

inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Article 5 : résiliation du marché
--

Conformément à l'article 18 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

D'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission.

De résilier le contrat en application des articles 29 à 33 de l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

9.4 : Règlement des litiges

Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Article 10 : DÉROGATION AU CCAG-PI

Sans objet.